



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

SUD-KIVU

IDENTITÉ, TERRITOIRE ET
POUVOIR DANS L'EST DU CONGO

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

Sud-Kivu
Identité, territoire et pouvoir
dans l'est du Congo

KOEN VLASSENROOT



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 52771 GPO, 00100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

L'AUTEUR

Koen Vlassenroot est professeur de Sciences politiques et directeur du Groupe Recherche sur les conflits de l'Université de Gand. Il est membre associé de l'Egmont Institute et membre du RVI. Il est co-auteur de *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo* (2004) et coéditeur de *The Lord's Resistance Army: Myth or Reality?* (2010). Il est également chercheur principal sur la RDC du Programme de recherche sur la Justice et la Sécurité.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONSEILLER ÉDITORIAL: Fergus Nicoll

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd., 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-29-6

COUVERTURE Une Congolaise transportant du bois de chauffe dans les collines de Minembwe, Sud-Kivu (2012).

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Gwenn Dubourthoumieu (2012)

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0

Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur le site d'Amazon.





Carte 2. Territoires, collectivités et principales villes du Sud-Kivu

Table des matières

Publications du Projet Usalama du RVI	6
Préface: le Projet Usalama	7
Résumé	9
1. Introduction	12
2. Les précurseurs du conflit	17
Impact territorial du régime colonial	21
3. Agitation postindépendance: la militarisation de l'ethnicité	25
La rébellion Simba	25
Citoyenneté et revendications territoriales dans les Hauts-Plateaux	29
4. Effondrement de l'État et crise	33
La promesse d'une mobilisation ethnique	33
Revendications relatives au foncier et à la citoyenneté	35
Prémices de la Première Guerre du Congo	37
5. Conclusions et considérations d'ordre politique	42
Glossaire des acronymes, termes et expressions	47
Bibliographie	49
Carte 1. L'est de la RDC montrant la région de la carte détaillée à la page suivante	3
Carte 2. Territoires, collectivités et principales villes du Sud-Kivu	4

Publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

Le FNI et la FRPI: Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo

Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu

Les Mai-Mai Yakutumba: Résistance et rackets au Fizi, Sud-Kivu

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga» (décembre 2012)

«Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda» (mars 2013)

«The Perils of Peacekeeping without Politics: MONUC and MONUSCO in the DRC» (avril 2013)

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés? Qui les soutient et les contrôle? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012 ». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé

La province du Sud-Kivu se trouve au cœur du conflit qui sévit dans l'est de la RDC; c'est là qu'a commencé la Première Guerre du Congo (1996–7). Depuis la fin de la Deuxième Guerre du Congo (1998–2003), le risque que cette province ne déstabilise toute la région s'est amoindri, mais les conflits locaux violents se sont multipliés, nourris par un opportunisme politique et des luttes locales autour du foncier et du pouvoir.

C'est en septembre et octobre 1996, dans les environs de la ville d'Uvira, au bord du lac Tanganyika, que se sont aggravées les tensions entre les Banyamulenge, communauté Tutsi congolaise, et autres groupes ethniques, déclenchant ainsi les premiers affrontements d'une guerre qui se solderait par l'effondrement du régime Mobutu.¹ La rébellion était menée par une coalition d'acteurs locaux et régionaux affichant différents intérêts locaux, nationaux et régionaux. Mais cette rébellion allait également engendrer une nouvelle mobilisation armée, une fragmentation militaire et un glissement des alliances, une multitude de groupes armés faisant valoir toute une série de griefs.

Fait étonnant, depuis la signature de l'Accord global et inclusif de décembre 2002, qui a officiellement mis fin aux Guerres du Congo, le nombre de groupes armés n'a fait qu'augmenter. Les raisons sont multiples, et elles sont entre autres liées directement aux insuffisances de l'effort de consolidation de la paix: conflits locaux irrésolus, échec de l'intégration militaire, luttes de pouvoir nouvelles et persistantes et succès limité des campagnes de démobilisation. Mais pour bien comprendre pourquoi le Sud-Kivu semble être un terrain propice à la prolifération des groupes armés, il est impératif d'adopter une perspective à plus long terme.

.....
¹ Jason Stearns et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013), p. 14–20.

Ce rapport décrit la dynamique historique à l'origine des mouvements armés au Sud-Kivu, en mettant plus précisément l'accent sur la période située avant la Première Guerre du Congo. Il se concentre sur les sources de conflit local mais tout en soulignant que celles-ci ne peuvent être comprises qu'à condition de s'intéresser également aux phénomènes politiques, socioéconomiques et démographiques au sens large, tant au niveau national que régional. Certes, la rébellion armée au Sud-Kivu a évolué au fil du temps, et chaque milice a une histoire qui lui est propre, mais ce rapport revient sur le contexte plus général de la militarisation du Sud-Kivu.

Le rapport met en évidence trois éléments cruciaux de l'histoire du Sud-Kivu, qui ont tous contribué à accentuer les divisions ethniques et politiques. Premièrement, en intégrant les chefs coutumiers dans la nouvelle administration et en plaçant la question de l'ethnicité au centre de la politique, l'administration coloniale belge a provoqué la territorialisation de l'identité. Depuis, l'identité ethnique est un principe directeur de l'organisation sociale, politique et administrative. Les communautés migrantes ont par conséquent été privées de leur propre représentation politique coutumière. Deuxièmement, les troubles des années 1960 ont entraîné un durcissement des frontières ethniques et sont devenus un point de référence clé pour la future mobilisation politique future. Plus spécifiquement, la rébellion Simba de 1964-67, qui a tiré parti de l'opposition politique à Kinshasa et aux autorités coutumières des territoires de Fizi et d'Uvira, a eu un impact extrêmement néfaste sur la coexistence des groupes ethniques dans la province. Troisièmement, le processus de démocratisation de la RDC, annoncé en avril 1990 et qui a provoqué une compétition politique intense, s'est soldé par un durcissement des divisions ethniques, les élites politiques locales se servant de l'identité comme principale tactique de mobilisation.

Ce climat marqué par les rivalités ethniques et des tensions communautaires irrésolues s'est avéré être un terrain propice à une mobilisation violente. Dans des régions comme le Kalehe, la démocratisation et l'impact de la guerre de Masisi de 1993 avaient déjà entraîné la prolifération de groupes armés. Dans les territoires de Fizi et d'Uvira, la mobilisation

armée s'est de plus en plus mise à cibler les Banyamulenge et est devenue le précurseur d'une guerre ouverte.

Il est important de tenir compte des nombreuses strates de ce conflit pour pouvoir y apporter une réponse multidimensionnelle. Chaque groupe armé a ses spécificités et chacun d'entre eux a besoin d'une stratégie adaptée. Mais cette stratégie adaptée aux réalités locales ne peut fonctionner que dans le cadre d'un processus politique global qui tienne compte des griefs existants. Enfin, la réussite de toute politique dans les Kivus dépendra de l'instauration d'institutions étatiques responsables au niveau local et national qui soient capables de mener à bien ce processus de réforme.

1. Introduction

C'est le 24 mars 2013 qu'arriva William Amuri Yakutumba dans un camp de l'armée congolaise, accompagné de ses 60 armes du corps, déclarant qu'il était prêt à rejoindre l'armée et à servir la nation. Cette décision faisait suite à une déclaration publique, émise trois mois plus tôt, selon laquelle il était disposé à s'intégrer dans les FARDC—même si ses véritables motivations firent de nombreux sceptiques. Le groupe armé de Yakutumba faisait partie des plus influents du Sud-Kivu, opérant dans le territoire de Fizi, dans l'extrême sud de la province. Il avait créé ce groupe avec d'autres dissidents d'origine Bembe en janvier 2007, après avoir refusé d'intégrer ses anciens soldats rebelles dans l'armée congolaise et d'être déployé en dehors du Fizi. Le motif alors invoqué était qu'un redéploiement ne pourrait se produire qu'à condition que les Banyamulenge, une communauté ethnique voisine, désarment eux aussi leurs combattants ou ne les fassent s'intégrer dans l'armée.²

Yakutumba n'était que le dernier d'une longue lignée de leaders rebelles sévissant dans le sud de la province du Sud-Kivu, où le conflit remontait à l'époque coloniale et trouvait sa source dans les tensions entre les communautés Banyamulenge et Bembe. Les Bembe étaient fiers de leur tradition de résistance à toute influence—et même à toute occupation—extérieure, depuis l'arrivée des premiers marchands d'esclaves arabes au XIX^{ème} siècle jusqu'à l'imposition d'un gouvernement central dirigé depuis Kinshasa à l'époque postcoloniale.

Dans d'autres régions du Sud-Kivu, telles que le territoire de Kalehe, la mobilisation armée ne débuta véritablement à grande échelle qu'à partir de la Première Guerre du Congo en 1996; elle fut ensuite associée à la dynamique du conflit régional au sens large. En revanche, au Fizi,

.....
2 Pour des explications plus complètes sur les différents facteurs à l'origine de la mobilisation de Yakutumba, voir Jason Stearns et al., *Les Mai-Mai Yakutumba: Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013). Voir également Judith Verweijen, «Guest Blog: Profile of Mai-Mai Yakutumba», Congo Siasa, 1er août 2011.

la rébellion armée est plus ancienne: les Banyamulenge sont en conflit avec les Bembe depuis plusieurs décennies en raison de revendications concurrentes liées à des questions de territoire et de pouvoir local. C'est lors des troubles qui suivirent l'indépendance que, pour la première fois, ces tensions dégénérèrent en une violence ouverte. Un mouvement d'insurrection révolutionnaire dans l'est du Congo mené par Pierre Mulele donna aux Bembe locaux et à d'autres leaders des territoires de Fizi et d'Uvira l'idée de mobiliser des jeunes gens insatisfaits et de lancer leur propre rébellion armée. Après leur défaite, les derniers éléments de cette rébellion de la fin des années 1960 se retirèrent à Hewa Bora, dans la région de Fizi, se taillant ainsi un territoire quasi autonome qui continua de résister au contrôle de l'État jusque dans les années 1980.

La violence de la période postindépendance ressurgit au début des années 1990, lorsque le régime autoritaire du Président Mobutu s'effondra, le pays fit ses premières expériences de la démocratie et la dynamique régionale se confondit avec les luttes de pouvoir locales. Les tensions entre Bembe et Banyamulenge dégénérèrent de nouveau en violence ouverte, prémices d'un conflit bien plus étendu. Mais les groupes armés commencèrent également à proliférer ailleurs: les répercussions du processus de démocratisation et de la mobilisation ethnique à Masisi finiraient également par affecter la coexistence ethnique dans le territoire de Kalehe, les jeunes au niveau local étant mobilisés dans des milices ethniques dès 1993.

C'est toutefois après le début de la Première Guerre du Congo en octobre 1996 que la mobilisation des milices atteignit pour la première fois un niveau record. Les leaderships locaux mobilisèrent les jeunes au sein de groupes armés, très souvent sous la bannière «Maï-Maï», pour tenter d'arrêter la progression de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), soutenue par le Rwanda.³ De longues

.....

3 Le terme «Maï-Maï» (du kiswahili *maji* signifiant «eau») a été adopté par de nombreuses milices d'autodéfense communautaires qui pratiquent des rites religieux traditionnels pour leur recrutement et leur formation.

années de déclin de l'État, le rétrécissement de l'économie formelle et l'effondrement du système éducatif sont autant de phénomènes qui facilitèrent la mobilisation des jeunes, lesquels voyaient dans l'appartenance à un groupe armé une opportunité prestigieuse et un moyen de favoriser leur mobilité sociale.

Au tout début, les autorités traditionnelles jouèrent souvent un rôle clé; référence fut faite à divers griefs locaux, dont beaucoup étant profondément enracinés dans les histoires locales. L'exemple le plus notoire et le plus accompli de cette mobilisation fut le groupe Maï-Maï dirigé par Padiri Bulenda, dans la région de Bunyakiri, au nord-est du Sud-Kivu. À la tête d'une alliance large et disparate de différents groupes, Padiri allait parvenir à contrôler un vaste territoire pendant la Deuxième Guerre du Congo (1998–2002).

Une deuxième vague de mobilisation se produisit après le lancement par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) de sa campagne militaire contre le Président Laurent-Désiré Kabila en août 1998, qui entraîna la Deuxième Guerre du Congo. Les groupes armés locaux se multiplièrent dans tout l'est de la RDC pour résister au RCD, que les jeunes locales rejoignirent en masse—en partie à cause de l'influence étrangère manifeste du leadership militaire du RCD, mais également des massacres perpétrés par le RCD dans la région. Pendant la Deuxième Guerre du Congo, la plupart des régions du Sud-Kivu virent la création de nouvelles milices, qui se transformèrent progressivement en mouvements armés et en forces de protection populaire plus structurés. Ils commencèrent par collaborer avec d'autres groupes armés locaux et étrangers, obtinrent un soutien considérable de la part du gouvernement de Kinshasa et finirent par être liés aux réseaux politiques, militaires et/ou économiques locaux et régionaux. Si la faction de Padiri fut celle qui connut le plus grand succès, d'autres groupes Maï-Maï obtinrent le contrôle de grandes zones de l'arrière-pays de la province, notamment autour de Shabunda, Lemera, Fizi, Uvira, Mwenga et Walungu.

En 2003, avec la fin de la guerre et le début de la transition politique, l'espoir de voir ces groupes s'intégrer ou se démobiliser était grand. De nombreux commandants Maï-Maï rechignèrent toutefois à pleinement

soutenir le processus de paix. L'intégration dans l'armée nationale signifierait en effet un déploiement dans d'autres régions du pays, les commandants se retrouvant coupés de leurs réseaux économiques et sociaux locaux. En outre, par rapport au RCD, les groupes Maï-Maï manquaient de pouvoir de négociation et avaient du mal à obtenir des postes haut gradés dans la nouvelle armée nationale. Cette peur de la marginalisation fut renforcée par des litiges locaux autour du pouvoir, de l'identité et du foncier.

Au Fizi, certains groupes armés Bembe refusèrent de s'intégrer tant que leurs homologues Banyamulenge resteraient opérationnels et capables de poser une menace pour la communauté Bembe. D'autres leaders Bembe, comme les colonels Ngufu Jumaine et Godefroid Ngomanya, moins indécis, s'intégrèrent dans la nouvelle armée congolaise—suggérant ainsi que la peur du processus d'intégration était loin d'être universelle. Ailleurs, les leaderships des milices adoptèrent une attitude plus ambiguë en essayant de profiter des fruits de l'intégration militaire tout en maintenant leur force militaire. Lutttes de pouvoir localisées, griefs locaux irrésolus sur la question du foncier, ambitions personnelles et stratégies des élites, échec du processus d'intégration militaire et faible performance de l'État, tous ces facteurs permettent d'expliquer pourquoi, même après l'intégration de commandants de milices, d'autres vinrent prendre leur place ou de nouvelles initiatives de mobilisation furent lancées dans des régions comme Shabunda, Kalehe ou la Plaine de la Ruzizi.

Ce rapport fournit des informations historiques de fond pour expliquer la dynamique sécuritaire actuelle au Sud-Kivu en remontant aux origines des conflits locaux et de la création des groupes armés. Les exemples du Fizi, de la Plaine de la Ruzizi ou de Kalehe soulignent combien il est important d'analyser les liens historiques entre l'identité, le territoire et le pouvoir pour comprendre certains des clivages et griefs qui persistent aujourd'hui à l'échelon local. L'une des dynamiques clés à l'origine de la prolifération des groupes armés au Sud-Kivu est le lien direct entre l'identité et le territoire, et entre la citoyenneté ethnique et

la représentation politique. Ces dynamiques ne se limitent pas au niveau local mais sont clairement liées aux politiques et aux luttes de pouvoir nationales.

2. Les précurseurs du conflit

Même quelqu'un qui ignore tout du Sud-Kivu serait immédiatement frappé par la caractéristique la plus flagrante des groupes armés de cette province: ils s'appuient pratiquement tous sur l'ethnicité pour recevoir du soutien et obtenir des recrues. Pourtant, derrière ce constat se cache une histoire complexe associant l'ethnicité à l'accès au pouvoir et au foncier et qui en fait un principe directeur de l'organisation sociale, politique et administrative. Ces phénomènes historiques permettent de comprendre pourquoi l'ethnicité est, d'une part, l'un des principaux moteurs du conflit au niveau local et, d'autre part, un cadre de référence puissant pour les groupes armés. Même si ceux-ci ont progressivement établi des liens avec les acteurs nationaux et régionaux et les luttes de pouvoir politiques et socioéconomiques, ils continuent d'affirmer qu'ils sont là pour défendre leurs communautés et transcendent rarement les divisions ethniques ou claniques.

Ethnicité et migration

Avant l'arrivée des premiers administrateurs belges à la fin du XIX^{ème} siècle, le Sud-Kivu présentait différentes formes d'organisation politique allant de chefferies centralisées et stratifiées dans des zones très peuplées à des sociétés tributaires peu organisées et décentralisées.

L'entité politique précoloniale la plus centralisée était la chefferie des Bashi, dirigée par le «mwami»(roi). L'utilisation économique de l'espace en reflétait la structure sociale et politique. La spécificité du pouvoir du mwami reposait sur le contrôle qu'il exerçait sur l'accès aux terres productives, accès qui était régi par diverses relations sociales et politiques basées sur l'identité. Les systèmes de tenure foncière avaient différentes fonctions: intégration des paysans d'un territoire bien défini au sein d'un réseau de relations dépendantes centrées autour du versement d'un tribut; territorialisation de la communauté ethnique; et confirmation du pouvoir des chefs coutumiers. Pour un fermier, sa «dépendance envers la terre le lie à son village, le tient fermement assujetti à ses chefs, et

l'oblige à verser [...] un tribut». ⁴ Son intégration sociale—et donc sa sécurité—était assurée en échange d'une loyauté envers le mwami et du versement d'un tribut à celui-ci; le mwami, quant à lui, était détenteur du pouvoir et, en échange, octroyait des droits d'utilisation inaliénables sur le domaine coutumier. ⁵

Si cela suggère l'existence d'une chefferie Bashi hautement centralisée à l'époque précoloniale, ce n'est que lorsque les autorités belges essayèrent d'imposer leurs propres structures administratives—entre autres en intégrant et réorganisant les structures du pouvoir coutumier existantes—que la domination du mwami sur le foncier fut consolidée. D'autres communautés ethniques de la province, telles que les Rega, les Tembo ou les Bembe, disposaient d'une organisation sociale bien moins hiérarchisée et beaucoup plus souple, et se composaient de structures claniques entretenant des liens très vagues et pratiquement dénués de toute référence à une appartenance ethnique et à un territoire au sens large. Mais là aussi, c'est en s'appuyant sur le facteur de l'identité que l'administration coloniale tenta d'imposer son autorité, des chefferies coutumières étant mobilisées, reformées, voire créées dans le but de consolider le contrôle colonial.

La réorganisation du pouvoir coutumier par les administrateurs belges fut particulièrement controversée dans les régions où les populations migrantes étaient importantes. Bien avant la création de l'État libre du Congo par le roi Léopold II en 1885, plusieurs communautés d'immigrants s'étaient installées au Sud-Kivu. Contrairement au Nord-Kivu, où le colonialisme et des événements politiques régionaux avaient eu une forte incidence sur les flux de migration, l'arrivée des migrants au Sud-Kivu

.....

4 Elinor Sosne, «Colonial Peasantization and Contemporary Underdevelopment: A View from a Kivu Village», dans Guy Gran (éd.), *Zaire: The Political Economy of Underdevelopment* (New York: Praeger, 1979), p. 189–210.

5 Severin Mugangu Matabaro, *La gestion foncière rurale au Zaïre. Réformes juridiques et pratiques foncières locales. Cas du Bushi* (Paris/Louvain-la-Neuve: L'Harmattan/Academia Bruylant, 1997).

fut principalement liée à des phénomènes politiques dans les royaumes du Rwanda et du Burundi, et non à la colonisation.

La première installation de Barundi, dans la Plaine de la Ruzizi—zone frontalière entre ce qui constitue aujourd’hui la RDC et le Burundi—remonte à la fin du XVIII^{ème} siècle, lorsque le prince Ntorogwe, fils du mwami Ntare du royaume du Burundi, partit en quête de pâturages pour son bétail. Le prince s’installa d’abord dans la Plaine de la Ruzizi, avant d’étendre son contrôle depuis Gatumba jusqu’à la limite nord de l’Uvira. Un conflit éclata entre le mwami Ntare et le successeur de Ntorogwe, Rudengeza, entraînant la mort de ce dernier; les Barundi qui vivaient à Ruzizi vinrent alors s’installer à Luberizi et se dissocièrent du royaume du Burundi.⁶

Les origines des premiers immigrants de descendance rwandaise au Sud-Kivu sont nettement moins bien documentées et, à ce jour, elles restent le sujet de vives discussions, marquées par des affirmations contradictoires quant à la date de leur arrivée et leur nombre exact. Pour Alexis Kagame, l’arrivée des pasteurs rwandais dans la Plaine de la Ruzizi remonte déjà à la fin du XVII^{ème} siècle.⁷ Dans les années 1950, Jean Hiernaux rendit compte de l’existence d’au moins six générations de Tutsi dans l’Itombwe.⁸ La plupart des sources écrites s’accordent sur le fait que le Sud-Kivu connut un afflux important à la fin du XIX^{ème} siècle. Certains experts établissent un parallèle entre ce phénomène et les troubles politiques que connut le Rwanda après la mort du mwami Kigeri IV Rwabugiri. Pour d’autres, cette migration était due à la détermination du mwami Rwabugiri de percevoir un tribut supplémentaire auprès des riches pasteurs, et à la quête de nouveaux pâturages qui s’ensuivit. Mais ces migrations indiquent également une

6 P. Loons, *Histoire du territoire d’Uvira* (Uvira: Archives de la Sous-Région du Sud-Kivu, 1933).

7 Alexis Kagame, *Un abrégé de l’ethno-histoire du Rwanda* (Butare, non publié, 1972).

8 Jean Hiernaux, «Note sur les Tutsi d’Itombwe. La position anthropologique d’une population émigrée», *Bulletin et Mémoires de la Société d’Anthropologie de Paris* 7/11 (1965), p. 361–79.

tendance générale à la mobilité dans toute la région, les populations se déplaçant régulièrement d'une région à une autre.⁹ Des pasteurs Tutsi s'installèrent d'abord autour de Kakamba, dans la Plaine de la Ruzizi, mais gagnèrent rapidement une zone de plus haute altitude, autour de Lemera, qui offrait un climat plus propice à leur bétail. C'est ici qu'ils fondèrent le village de Mulenge, du nom d'une montagne voisine. Cet endroit allait devenir une quasi-capitale pour ces nouveaux arrivants—et il donna à la communauté au sens large le nom sous lequel elle serait connue par la suite: Banyamulenge.¹⁰

La région était cependant déjà placée sous le contrôle des autorités coutumières existantes. Les nouveaux arrivants ne parvinrent donc pas à établir leurs propres structures coutumières. Ils ne pouvaient ainsi accéder à de précieux pâturages qu'à la condition d'accepter l'autorité des chefs coutumiers indigènes, pour qui les pasteurs représentaient une source de revenus intéressante. Le mwami Mokogabwe de la communauté Fuliiru leur procurait des pâturages pour leur bétail en échange d'un tribut. Toutefois, en 1924, les exactions de Mokogabwe se durcirent, forçant les pasteurs Tutsi à prendre la fuite.¹¹ Les colons belges, qui étaient alors arrivés dans la région, donnèrent aux Tutsi la permission de monter dans les Hauts-Plateaux d'Itombwe. Mokogabwe leur rafla leur bétail.

En outre, l'installation de ces populations dans l'Itombwe sédentarisa leur style de vie jusque-là semi-nomade. Mais, là aussi, les méthodes pastorales des Tutsi et leur manière différente d'utiliser les terres—élevage de bétail et non pas culture de la terre—entraîna des tensions

.....

9 Voir également Jacques Depelchin, «From Pre-capitalism to Imperialism: A History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800–1965)» (Université de Stanford, thèse de doctorat, 1974); Georges Weiss, *Le pays d'Uvira: Étude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganika* (Bruxelles: Académie royale des sciences coloniales, 1959); Gasinzira Muzuri, *L'évolution des conflits ethniques dans l'Itombwe, des origines à nos jours* (Lubumbashi: Université de Lubumbashi, 1983).

10 Gaspard Kajiga, «Cette immigration séculaire des Rwandais au Congo», *Bulletin du Centre d'études des problèmes socio-indigènes* 32 (1956), p. 5–64.

11 Depelchin, «From Pre-capitalism to Imperialism», p. 71–72.

avec les sociétés agraires de la région. Le bétail représentant une richesse pour de nombreux groupes ethniques, les pasteurs Tutsi occupèrent progressivement une position économique dominante. Cette tendance, conjuguée à leur style de vie isolationniste, aggrava les problèmes de coexistence avec les autres communautés.

Impact territorial du régime colonial

Le colonialisme eut pour effet de territorialiser l'identité—autrement dit de définir clairement l'identité par rapport au territoire—et de renforcer encore davantage l'ethnicité en tant que principe clé de l'organisation de la société locale. Espérant intégrer et contrôler la population locale, l'administration coloniale attribua des terres à des communautés ethniques existantes ou nouvellement créées et à des chefferies coutumières. Les sociétés rurales existantes furent restructurées et hiérarchisées, et les chefs coutumiers mobilisés et intégrés dans le nouvel ordre administratif. L'autorité coloniale reconnut les structures sociales existantes et définies selon des critères ethniques ou en créa de nouvelles pour former la base d'un pouvoir indirect, confirmant ainsi la citoyenneté ethnique comme source légale pour pouvoir prétendre à des droits et reconnaissant un ordre précolonial présumé. Cependant, au lieu d'imposer une structure coutumière uniforme, cela engendra «une série différente de lois coutumières, une par groupe ethnique, et [à l'instauration d'] une Autorité indigène distincte pour veiller à l'application de chaque série de lois. Le résultat fut un pouvoir à deux visages—la différence entre ces deux visages étant que, tandis que le pouvoir civique était racialisé, l'»Autorité indigène«devint ethnicisée».¹²

Cette politique coloniale allait engendrer de nouveaux clivages et provoquer des tensions entre les différentes communautés, en particulier dans la Plaine de la Ruzizi et dans la région d'Uvira. En 1928 fut créée la Collectivité de la Plaine de la Ruzizi et l'autorité coutumière

.....
 12. Mahmood Mamdani, *Understanding the Crisis in Kivu: Report of the CODESRIA mission to the Democratic Republic of Congo* (Dakar: Codesria, 1997), p. 4.

des Barundi fut reconnue. L'instauration de cette chefferie-secteur—une entité hybride dont l'idée était de rapprocher des communautés ethniques similaires au sein d'une structure dotée de fonctions à la fois traditionnelles et administratives—provoqua une vive résistance chez les Fuliiru, qui revendiquèrent le contrôle de la Plaine. Des tensions latentes entre les deux communautés se solderaient ensuite régulièrement par de la violence.¹³

Un facteur similaire, à la fois source de confusion et de conflit, fut la création dans la région de structures coutumières de plus petite taille. Dans le cas de l'Itombwe, le pouvoir colonial belge tenait plutôt du tâtonnement que d'une stratégie délibérément conçue pour organiser sa colonie sur le plan territorial. Pour freiner la mobilité de la population locale et territorialiser les structures définies selon des critères ethniques, l'administration coloniale belge introduisit également un système de «petites chefferies» au début du XX^{ème} siècle. Ces unités territoriales étaient, comme leur nom l'indique, bien plus petites que les chefferies-secteurs, et elles étaient dirigées par des chefs fraîchement nommés. Dans les Plateaux du Sud-Kivu, deux chefs Tutsi (Kayra et Gahutu) furent reconnus par les Belges mais sans se voir attribuer de territoire bien défini.

Pendant les années 1930, suite aux tentatives de remaniement de l'organisation administrative et à la fusion de ces petites chefferies en structures coutumières plus grandes dans la région d'Uvira, les pasteurs Tutsi se retrouvèrent privés de leur propre entité administrative. Ils devinrent sujets de la chefferie de Bafuliiru, de la chefferie de Bavira et de la chefferie des Barundi et, plus au Sud, de chefs Bembe.

Cette territorialisation de l'ethnicité allait introduire l'un des facteurs clés du conflit local et aggraver les tensions entre les Banyamulenge et les autres communautés ethniques de la région. Le fait que l'administration coloniale ne reconnaisse pas les revendications territoriales des Banyamulenge—et donc qu'elle ne les reconnaisse pas en tant qu'«Autorité

.....
 13 Weiss, *Le pays d'Uvira*.

indigène»—allait aussi devenir un argument de taille dans les tentatives des leaders locaux visant à traiter les Banyamulenge comme des étrangers et à les exclure de l'arène politique.

Dans d'autres régions, ce remaniement territorial allait également créer de nouveaux clivages. Dans le territoire de Kalehe, par exemple, deux chefferies furent instituées: la chefferie des Bahavu, dirigée par des chefs Havu, et la petite chefferie de Buloho, dirigée par des chefs coutumiers Tembo. La majeure partie du territoire peuplé par les Tembo et du groupement de Kalonge habité par les Rongeronge passa sous le contrôle des Bahavu, les communautés Tembo et Rongeronge devenant fortement dépendantes du régime coutumier Havu. Dès les années 1940, cela provoqua une résistance chez les Tembo, qui réclamèrent une reconnaissance coutumière et administrative. Certains leaders Tembo allèrent plus loin en exigeant que la région de Buyakiri, au Kalehe, soit intégrée au Nord-Kivu—pour ainsi laisser tous les Tembo unis sous une seule entité administrative, qu'ils soient du Nord- ou du Sud-Kivu. En 1959, Bunyakiri fut officiellement reconnu «commune rurale», y compris certaines parties de la chefferie du Kalehe—mais cette décision, qui aurait pu renforcer les revendications locales de la communauté Tembo envers une autonomie politique, ne fut en réalité jamais mise en œuvre.¹⁴

Ailleurs au Sud-Kivu, des chefs coutumiers résistèrent à la domination coloniale—même si leur position était ambiguë étant donné que la politique belge finissait souvent par consolider leur pouvoir. Pendant les premières années de colonisation, le mwami Rutaganda de Kabare et le mwami Ruhongeka de Ngweshe essayèrent ainsi de s'opposer à l'impact croissant de l'administration coloniale. À Kaziba, Luhwindja et Burhinyi, les *bami* (pluriel de *mwami*) se cachaient des pouvoirs coloniaux. À Kabare, un conflit éclata en 1902 qui serait surnommé localement «*oku lwa Bene Mwa Koke*» (la guerre contre les fils de Mwa Koke). À l'origine de ce conflit, est le meurtre du nouveau chef de poste belge,

.....

14 «Analyse du contexte du territoire de Kalehe», Action pour la Paix et la Concorde/Life and Peace Institute, Bukavu, avril 2009, p. 10–14.

le lieutenant Tondeur. Deux ans de représailles s'ensuivirent, pendant lesquels le mwami de Kabare fut contraint de rester caché. Un pacte finit bien par être signé, mais en 1910, les pouvoirs coloniaux constatèrent l'apparition de nouveaux signes de résistance.¹⁵

L'introduction du travail forcé et d'une économie basée sur les plantations provoqua aussi des litiges, entraînant plusieurs affrontements entre fermiers locaux et une nouvelle classe de colons blancs. Citons à titre d'exemple la révolte de Binji Binji, qui éclata en 1931 près de Nduba (Ngweshe), après que les autorités coloniales avaient puni Ngwasi Nyangaza, un ouvrier agricole qui fuit la région. À son retour, il parlait la langue de Lyangombe, un magicien qui avait vécu dans la région au XVI^{ème} siècle et avait enseigné une idéologie inspirée de la religion et axée sur l'égalité entre les humains. La population locale estimait que son esprit était capable de posséder les gens au moyen d'une initiation, et il était souvent consulté.

Une fois possédé par l'esprit de Lyangombe, Ngwasi Nyangaza fut appelé «Binji Binji». Il prédit une invasion massive de criquets et promit l'arrivée de nouveaux troupeaux de bétail, qui seraient répartis parmi la population paysanne. Il ordonna à tous les fermiers de quitter les plantations en décrivant la vision qu'il avait eue: leur terre leur serait rendue et le travail forcé serait entièrement aboli. L'administration coloniale, prenant conscience d'un risque de soulèvement des populations rurales de grande ampleur, mit rapidement un terme à cette révolte. Les chefs eux-mêmes se retrouvèrent dans une situation ambivalente car la révolte illustrait la fragilité de leur pouvoir. L'insurrection Binji Binji tirait sa force de la mobilisation des rites, des initiations et du culte de l'invulnérabilité, qui étaient tous employés pour appuyer la promesse d'une libération de l'occupation étrangère.¹⁶

.....

15 Alphonse Njangu Canda, «L'effort de guerre 1914–1918: Coup de grâce porté à la résistance des Bashi», dans *Les réactions africaines à la colonisation en Afrique centrale* (Kigali, non publié, 1985), p. 223–230.

16 Alphonse Njangu Canda, «La secte Binji-Binji ou la renaissance de la résistance des Bashi», dans *Lyangombe: mythes et rites* (Bukavu, CERUKI, 1976), p. 124.

3. Agitation postindépendance: la militarisation de l'ethnicité

Comme dans d'autres régions du pays, les premières années de la période postindépendance à l'Est furent caractérisées par une agitation politique et des insurrections. D'un point de vue stratégique, le Sud-Kivu—qui à l'époque faisait partie de la province du Kivu—présentait peu d'intérêt et n'avait guère d'impact sur les jeux de pouvoir à l'échelon national. Mais le conflit militaire entre les loyalistes du Premier ministre Patrice Lumumba, qui avait été emprisonné, extradé vers la province sécessionniste du Katanga et exécuté en janvier 1961, et les forces menées par Mobutu dans d'autres régions du pays allait finir par susciter des aspirations politiques au niveau local. Au Sud-Kivu, cette tendance allait considérablement affecter les relations entre les différentes communautés ethniques et transformer les tensions en violence ouverte, marquant un tournant dans la vie politique locale et devenant un point de référence pour la future mobilisation.

La rébellion Simba

Au début des années 1960, différents mouvements d'insurgés, inspirés par l'idéologie nationaliste de Lumumba, se répandirent à travers le pays. En 1963, Pierre Mulele, ancien ministre du gouvernement Lumumba, lança une insurrection contre le régime dans la région de Kwilu, à l'est de Kinshasa. D'autres lumumbistes avaient installé le Conseil national de libération (CNL) en exil à Brazzaville. Ces insurrections, qui diffusaient un message révolutionnaire de nationalisme radical et d'anti-impérialisme, allaient rapidement atteindre le Fizi et l'Uvira. Mais leur réussite serait tributaire des programmes locaux et des dynamiques régionales.

Avant la rébellion, le leader Fuliiru Simon Marandura avait organisé des protestations contre les autorités Fuliiru traditionnelles et le gouvernement provincial dans l'espoir de moderniser l'administration. Début 1964, Gaston Soumialot fut chargé par le CNL de se rendre à

Bujumbura pour ouvrir un front militaire à l'Est. C'est là qu'il entra en relation avec des nationalistes congolais comme les leaders Fuliiru Louis Bidalira et Marandura, ainsi que le leader Bembe Jérôme Mutshungu. Soumialot reçut également le soutien de réfugiés Tutsi rwandais qui avaient quitté leur pays suite à la révolution sociale de 1959 et avaient créé l'Union nationale rwandaise (UNAR), ainsi que de Tutsi burundais qui s'opposaient à l'autorité de leur mwami.¹⁷

Des recrues locales furent formées, d'abord principalement issues de la communauté Fuliiru, et une campagne militaire concluante s'ensuivit, prenant le nom de *Simba* (lion) et menant à la prise d'Uvira et de Fizi. L'Armée populaire de libération (APL), l'aile armée Simba, fut accueillie localement comme un mouvement de libération nationaliste et largement soutenue par diverses communautés ethniques.¹⁸ En peu de temps, le mouvement s'empara du contrôle de grandes parties du Sud-Kivu, du Maniema et du nord du Katanga.

Son manque de capacités militaires fut en partie compensé par des références à des croyances et des pratiques associant magie et religion qui permirent d'accroître la cohésion interne, de renforcer la discipline et de donner du courage aux combattants. Un élément clé en était le *dawa* (médicament), une potion fabriquée par un docteur sorcier que l'on appliquait sur la peau du combattant pour l'immuniser contre les tirs de balles et lui insuffler de la force, une protection et la certitude de la victoire. De l'eau était également aspergée sur les combattants pour les purifier et les protéger, eux et la population, lors des combats. Le cri «*Mai Mulele*» scandé par les combattants était censé leur donner la détermination nécessaire pour combattre l'armée nationale congolaise, bien mieux équipée et qui bénéficiait du soutien d'entités étrangères et de mercenaires.

.....
 17 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo* (Bruxelles: Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), 1966).

18 Pour de plus amples renseignements sur la rébellion Simba, voir Stearns et al., *Les Mai-Mai Yakutumba*, p.15-19.

En outre, le mouvement se retrouva directement lié à la lutte anti-impérialiste mondiale à travers le soutien que lui accorda Ernesto «Che»Guevara. En 1965, Guevara tenta de transformer la rébellion en un mouvement de libération bien structuré mais, déçu, il ne tarda guère à quitter la région. Bien que l'insurrection ait d'abord remporté un franc succès, elle tourna court tout aussi vite. En plus de pâtir de divisions croissantes au sein du commandement central du mouvement, une idéologie nationaliste et révolutionnaire mal développée ne pouvait jamais transcender la rivalité au sein des communautés et entre elles. Au lieu de conduire à une «deuxième libération»du pays, l'insurrection finit par dresser les communautés les unes contre les autres, aggravant ainsi les divisions ethniques.

En effet, même avant le début de la rébellion, les divisions ethniques fragmentaient déjà le paysage politique du Sud-Kivu. Cinq partis politiques dominants se reposaient surtout sur des communautés ethniques (SEE BOX OVERLEAF).

Après 1963, alors que le gouvernement provincial était dirigé par la faction modérée du CEREA, le MNC-L étendit progressivement son influence. Le mwami de Kabare, que les autorités provinciales avaient démis de ses fonctions en 1961, se tourna vers le MNC-L et devint l'un de ses principaux membres locaux jusqu'à ce que le Premier ministre congolais Moïse Tshombe lui promette le soutien du gouvernement. Des membres Rega de l'Unerga s'allièrent aussi au MNC-L, les autorités provinciales ayant déclaré qu'elles rattacheraient une partie de la chefferie des Warega (Mwenga) à celle de Ngweshe. Et dans l'Uvira, le MNC-L se développa de plus en plus lorsque des militants radicaux du CEREA suivirent l'exemple de Marandura en se tournant vers les Lumumbistes.¹⁹

La rébellion Simba exploita cette opposition politique locale croissante envers Kinshasa et les autorités coutumières des territoires de Fizi et d'Uvira—mais elle ne parviendrait jamais à surmonter les différends

.....

19 Koen Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge», *Review of African Political Economy* 29/93-4 (2002), p. 499-515.

PARTIS POLITIQUES DOMINANTS AU SUD-KIVU AU DÉBUT DES ANNÉES 1960¹

MOUVEMENT NATIONAL CONGOLAIS-LUMUMBA (MNC-L)
(parti nationaliste et considéré comme étant Kusu/Tetela, Lumumba
étant lui-même Tetela)

REGROUPEMENT CONGOLAIS (RECO)
(représentant largement les Bashi de Ngweshe)

CENTRE DE REGROUPEMENT AFRICAÏN (CEREA)
(nationaliste radical; fief de la communauté Fuliiru)

Le CEREA se divisa ensuite en deux factions:²

ALLIANCE RURALE PROGRESSISTE-UNION DES WAREGA (UNERGA)
(défendant les intérêts des Warega mais bénéficiant aussi du soutien
des Bashi du territoire de Kabare)

UNION ÉCONOMIQUE DES BABEMBE À FIZI (UNEBAFI)
(parti Bembe qui s'allia au MNC-L)

1 Verhaegen, *Rébellions au Congo*, p. 265.

2 Cette division fut directement imputable à la lutte de pouvoir locale entre une nouvelle classe de politiciens radicaux, comme Musa Marandura, et les autorités traditionnelles. Marandura s'en prit spécifiquement aux autorités traditionnelles Fuliiru. Des nationalistes radicaux avaient pris de l'importance lors des élections de 1960, ce qui contraignit le mwami Simba de Fuliiru, lui-même nommé par l'administration coloniale, à s'exiler à Bujumbura. En février 1961, les autorités provinciales le remplacèrent par Marandura mais, deux mois plus tard, le mwami regagna la région et délogea Marandura avec l'aide de politiciens modéré du CEREA comme Jean Miruho; A. Kabemba, *Kindu et la rébellion. Essai d'étude des événements politiques (1960-1964)* (Bukavu: ISP, 1976).

ethniques.²⁰ Les tensions entre les deux principales communautés dans la rébellion, les Bembe et les Fuliiru, ainsi que des différences intra-ethniques, eurent un impact considérable sur sa cohésion interne. Les Bembe estimaient que les Fuliiru œuvraient uniquement dans l'intérêt de leur programme local, sans se préoccuper de l'idéologie révolutionnaire; les Fuliiru trouvaient quant à eux les Bembe arrogants et expansionnistes. Les Bashi de Ngweshe, qui craignaient que la rébellion ne soit pour les Fuliiru qu'un prétexte pour leur rafler leur bétail, refusèrent de soutenir le mouvement, ce qui leur valut d'être pris pour cible par ses combattants. L'insurrection vira progressivement à l'indiscipline, car elle attirait de plus en plus des opportunistes qui voulaient ainsi régler des comptes personnels ou simplement piller la population.

En 1966, les Simba furent déçus par une coalition de l'Armée nationale congolaise (ANC), de mercenaires et de militants alliés; ils s'enfuirent dans les Hauts-Plateaux de la région de Fizi et d'Uvira. Leur arrivée aurait pour conséquence directe d'entraîner les Banyamulenge dans le conflit. En réalité, dès 1965, certains Banyamulenge avaient créé un groupe armé, Abagiriye, pour se protéger des incursions des rebelles Simba. Cependant, jusqu'à l'arrivée massive des Simba dans les Hauts-Plateaux, Abagiriye joua un rôle marginal et ne fut soutenu que par une petite minorité de la population Banyamulenge.

Citoyenneté et revendications territoriales dans les Hauts-Plateaux

L'arrivée des Simba dans les Hauts-Plateaux eut un effet double sur la communauté Banyamulenge: ses relations avec les communautés ethniques voisines se détériorèrent considérablement et, en même temps, les Simba provoquèrent chez elle un éveil politique et un désir d'émancipation.

.....

20 Ruddy Doom, «Changing Identities, Violent Conflict and the World System», dans Ruddy Doom & Jan Gorus (éd.), *Politics of Identity and Economics of Conflict in the Great Lakes Region* (Bruxelles: VUB Press, 2000), p. 15-9.

Contrairement à leurs voisins, les Banyamulenge n'avaient jamais été attirés par le message révolutionnaire du leadership rebelle. Le discours égalitaire était nettement moins attrayant lorsque son interprétation était «*Kngabana inka n'ababembe*», autrement dit la libre distribution de leur bétail aux Bembe.²¹ Quand les Simba furent repoussés dans les Hauts Plateaux par l'armée nationale et commencèrent à rafler le bétail et à imposer des taxes, la rébellion se transforma en campagne ethno-militaire contre les Banyamulenge.²² Ces derniers réagirent en instaurant une milice d'autodéfense, formée et équipée par l'armée congolaise. L'ANC établit un couloir humanitaire pour permettre à la population Banyamulenge de s'échapper dans la Plaine de la Ruzizi et à Baraka, ville située plus au Sud, sur les rives du lac Tanganyika, et elle mobilisa un groupe d'autodéfense pour repousser les Simba. Cette stratégie s'avéra fructueuse: les Simba furent vaincus et la population Banyamulenge put regagner les Hauts-Plateaux. Cependant, si les Banyamulenge estimèrent qu'ils n'avaient pas eu d'autre choix que de demander la protection de l'armée nationale, cela constitua pour leurs voisins Bembe et Fuliiru une collaboration impardonnable avec l'ennemi.²³

Ce qui avait commencé comme un conflit entre une nouvelle classe de leaders locaux et des dynasties coutumières, inspiré par une idéologie nationaliste et anti-impérialiste radicale, finit en réalité par renforcer les antagonismes ethniques existants. La campagne Simba avait dressé les communautés les unes contre les autres et profondément meurtri toutes les parties. Elle deviendrait par la suite un point de référence pour la future rivalité politique, les souvenirs de ces événements étant exploités pour appuyer des revendications politiques, surtout dans les régions du Fizi et de l'Uvira. Le ressentiment ethnique local continuerait donc de dominer la scène politique.

.....
 21 Gasinzira, *L'évolution des conflits ethniques*, p. 96.

22 Jules Gérard-Libois et Benoît Verhaegen, *Congo 1966* (Bruxelles: CRISP, 1966), p. 399.

23 Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict», p. 504.

Pour les Banyamulenge, l'insurrection fut un réveil sociopolitique. Grâce à leur alliance avec le gouvernement, ils bénéficièrent d'un meilleur accès à l'éducation, aux services sociaux, à l'armée et aux opportunités d'emploi—à la grande consternation des autres communautés. Mais ils réclamèrent également leur propre entité administrative, qui leur permettrait d'instituer leurs propres structures coutumières et d'être moins dépendants des autres communautés ethniques. En 1966, les Banyamulenge demandèrent—en vain—aux autorités politiques et militaires locales de créer une nouvelle zone politico-administrative dans les Hauts-Plateaux de la région d'Uvira, la «Collectivité des Hauts-Plateaux d'Itombwe».

Pendant les années 1970 et 1980, la rivalité politique locale fut centrée sur deux problématiques clés: la création d'une entité administrative autonome dans l'Itombwe et le statut de citoyenneté des Banyamulenge. La distribution de cartes d'identité en 1969 provoqua d'importants différends. L'administrateur de l'Itombwe refusa de remettre des cartes d'identité aux Banyamulenge, qu'il considérait comme des étrangers. Il gagna le soutien du mwami des Vira et d'autres administrateurs, mais fut contrecarré par le gouverneur provincial qui fit référence aux dispositions de la loi sur la nationalité, laquelle reconnaissait les droits politiques des communautés migrantes.

Un an plus tard, pour la première fois de l'histoire du Congo, un Munyamulenge, Frédéric Muhoza Gisaro, fut élu au Conseil législatif. Cette élection encouragea davantage le désir d'émancipation sociopolitique de la communauté Banyamulenge. Gisaro fit de nouveau campagne pour la création de la Collectivité des Hauts-Plateaux d'Itombwe, ce que d'autres communautés considérèrent comme une menace directe à leur pouvoir coutumier. En 1979, on parvint à un compromis sur la création d'un groupement à Bijombo, intégré dans une collectivité qui se composait au départ de 18 villages, dont 12 étaient dirigés par un chef Munyamulenge.

Bien que les revendications des Banyamulenge relatives au leadership de ce groupement aient été appuyées par le commissaire du district d'Uvira et le gouverneur provincial, c'est un chef traditionnel Vira qui fut nommé. Pour les chefs Bavira, cette nomination était une affaire

d'ordre coutumier et relevait donc de leur responsabilité. Fait étonnant, en 1971, le mwami Lenghe III des Bavira avait nommé Obed Sebasonera *sultani* (chef) d'un groupement de Bijombo nouvellement créé—même si cette entité ne fut reconnue juridiquement qu'en 1979. Mais dès lors, les Banyamulenge rejeteraient régulièrement le pouvoir du Vira chef—en vain. Le cas des Bijombo illustre bien la nature explosive du contexte politique qui régnait autour d'Uvira et de la territorialisation des revendications politiques.

Lorsque les élections se tinrent en 1982 puis en 1987, une première génération de Banyamulenge avait terminé ses études universitaires et commençait activement à promouvoir le développement socioéconomique et l'émancipation politique de leur communauté—provoquant ainsi un fort ressentiment à l'égard de leur influence politique croissante et une remise en cause de leur statut juridique. Avant les deux élections, le comité central du parti dirigeant, le Mouvement populaire de la révolution (MPR) du Président Mobutu, avait rejeté les candidats Banyamulenge à cause de leur «nationalité douteuse».²⁴ Bien que les Banyamulenge aient eu le droit de voter, ils refusèrent de se rendre aux urnes. Les tensions s'accrochèrent, mais ce n'est qu'après l'introduction par Mobutu d'un processus de démocratisation en 1990 qu'elles dégénérent en violence ouverte.

.....
 24 Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict», p. 506.

4. Effondrement de l'État et crise

Au mois d'avril 1990, après une tournée de consultation à travers le pays, Mobutu annonça la fin du régime à parti unique et lança un processus de démocratisation. Cela déclencha une âpre rivalité entre les anciens membres du réseau clientéliste de Mobutu et les nouvelles élites politiques. Mobutu sut exploiter les divisions pour affaiblir ses opposants. L'une des stratégies qu'il employa fut l'introduction de la «géopolitique» en 1993. Selon ce principe, la composition des institutions nationales devait obligatoirement reposer sur des quotas régionaux: contrairement au précédent principe de rotation, les administrateurs provinciaux haut placés devaient dès lors être originaires de la province dans laquelle ils étaient nommés.

Ce principe de géopolitique devint rapidement un instrument pour exclure de la vie politique les personnes considérées comme «non indigènes» dans leur région. À Shaba (Katanga), cela se solda par de violentes campagnes contre les Luba du Kasai, et, au Nord-Kivu, contre les Banyarwanda. Également au Sud-Kivu, les Banyamulenge devinrent la cible du venin populaire. Mais la perspective d'un processus de démocratisation fit aussi apparaître de nouveaux clivages entre les élites politiques et réintroduisit la politique ethnique, résultant à une croissance de tensions entre les différentes communautés.

La promesse d'une mobilisation ethnique

Au Sud-Kivu, l'annonce de Mobutu engendra rapidement une vive rivalité politique entre les différentes élites ethniques. Même si, au début des années 1990, une société civile locale de premier plan était active dans la province, les ambitions de ses leaders et les rivalités ethniques finirent par compromettre ses capacités de mobilisation. Le recyclage des élites politiques locales auquel se livra Mobutu empêcha lui aussi la formation d'une force contraire puissante et entraîna une aggravation des tensions ethniques.

Les mutuelles jouèrent un rôle clé dans la société civile. Elles avaient commencé sous la forme d'associations urbaines, établies selon des critères ethniques, dont l'objectif était d'offrir une aide sociale à leurs membres et de préserver l'identité culturelle et la représentation de la communauté. Mais lorsque la rivalité politique et la méfiance ethnique s'intensifièrent au cours du processus de démocratisation, les élites politiques locales firent de ces mutuelles des instruments pour véhiculer leurs aspirations politiques. Elles eurent alors pour fonction de consolider l'appui populaire et de lui fournir les ressources nécessaires.

L'une de ces mutuelles était la «Solidarité Bashi-Bahavu» (SBB). Après l'introduction de la géopolitique, deux Rega furent nommés aux postes de gouverneur provincial et directeur provincial. Pour l'élite Bashi dirigeante, ces nominations étaient une menace directe à leur domination politique. Par conséquent, la SBB devint un instrument des élites politiques et des hommes d'affaires Bashi des centres urbains. Son leadership était étroitement lié aux groupes de la société civile locaux, à l'Église catholique, aux universités et au principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), dirigé par Étienne Tshisekedi. La SBB représentait donc un réseau puissant capable de mobiliser de grandes parties de la communauté Bashi—et, pour consolider son appui, la mutuelle essaya également de séduire d'autres communautés ethniques, comme les Havu et les Vira.

Toutefois, le sentiment de méfiance allait croissant parmi les différents sous-groupes des communautés ethniques. Ce phénomène fut particulièrement manifeste lorsqu'en 1993, Mobutu nomma au poste de Premier ministre Faustin Birindwa, un Moshi et leader local de l'UDPS. Birindwa et d'autres membres Bashi de premier plan furent rapidement exclus du parti d'opposition, qui se scinda en deux factions: l'UDPS-Radicale et l'UDPS-Modéré, cette dernière étant également connue sous le nom de «faction de Birindwa». Dès lors, la SBB se rallia autour de Birindwa et d'autres leaders Bashi de Ngweshe.

Ces mêmes rivalités ethniques affectaient la cohésion de la société civile locale qui, au lieu de servir de plate-forme pour éclairer le mouvement de démocratisation, finit par être le reflet des contradictions

sociales existantes. À l'origine de la crise se trouvaient les différends au sein de l'organe de coordination provincial de la société civile, le Bureau de la Société Civile, quant à la stratégie à adopter suite à la nomination de Birindwa au poste de Premier ministre. Des membres Bashi du Bureau de Ngweshe étaient disposés à soutenir la faction de Birindwa, mais d'autres refusèrent de collaborer avec une personnalité qu'ils considéraient comme un allié de Mobutu. Le président du Bureau, un Bashi de Ngweshe, finit par perdre le soutien dont il avait bénéficié et fut remplacé par un membre Rega. Une discorde s'ensuivit au sein de la société civile, une partie des membres Bashi quittant l'assemblée générale de la société civile pour créer des structures rivales.

Revendications relatives au foncier et à la citoyenneté

Si, à Bukavu, le processus de démocratisation eut pour effet de renforcer les divisions ethniques entre les élites locales, il provoqua, dans d'autres zones du Sud-Kivu, des tensions communautaires et des violences. Les revendications irrésolues concernant le pouvoir coutumier émises par plusieurs communautés ethniques et la question de la représentation politique marquèrent une fois de plus les efforts de mobilisation dans le territoire de Kalehe et autour d'Uvira. L'arrivée en 1993 d'un nombre important de réfugiés Hutu venus du Burundi et, en 1994, du Rwanda rendit ces conflits encore plus complexes.

L'antagonisme ethnique croissant dans le territoire de Kalehe était dû à plusieurs phénomènes: âpre rivalité entre différentes communautés ethniques autour de la représentation politique et de questions foncières, relance des revendications territoriales des Tembo et propagation de la guerre de Masisi.²⁵ Un écheveau complexe d'alliances et de divisions ethniques allait transformer plus spécifiquement les Hauts-Plateaux du Kalehe en une zone hautement disputée.

.....

25 Pour des renseignements détaillés sur la guerre de Masisi, voir Jason Stearns, *Nord-Kivu : Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 27–28.

Avant l'ère coloniale, cette région n'avait pratiquement pas été habitée, en raison de son altitude élevée et de la froideur de son climat. Pour soutenir le développement d'une économie locale axée sur les plantations, les administrateurs coloniaux belges avaient encouragé un grand nombre de Banyarwanda à immigrer directement du Rwanda ou du Nord-Kivu et à s'installer au Kalehe. Ces colons furent rejoints par des réfugiés Tutsi qui fuyaient les troubles politiques causés par la révolution de 1959–62 au Rwanda. Ces communautés Banyarwanda ne revendiquèrent pas immédiatement un contrôle coutumier de ces terres. Mais à partir du début des années 1980, prenant conscience de la précarité de leurs droits en matière d'accès au foncier—la région restant placée sous le contrôle de chefs coutumiers Havu et Tembo—, les Banyarwanda se mirent à réclamer leurs propres chefs coutumiers.

La politique nationale joua elle aussi un rôle à cet égard: après l'annonce du processus de démocratisation, de nombreux représentants Banyarwanda n'eurent pas le droit de participer à la Conférence nationale souveraine (CNS) à Kinshasa en 1990, dont la mission était de préparer la voie vers la démocratisation. Cette conférence valida également la loi sur la citoyenneté de 1981, qui exigeait des communautés ethniques qu'elles se soient installées au Congo avant 1885 pour pouvoir prétendre à la citoyenneté. Les Banyarwanda furent donc privés de la possibilité d'avoir une représentation politique au niveau national, ce qui aggrava la situation déjà précaire qui régnait dans les deux Kivus. Enfin, la décision en 1991 de lancer un processus d'enregistrement pour déterminer la citoyenneté des communautés migrantes dans les Kivus, à l'approche des élections locales, déclencha de violents incidents au Kalehe et autour d'Uvira.

Au Kalehe, les premiers actes de violence éclatèrent en juillet 1993; ils étaient en lien direct avec la guerre de Masisi qui avait commencé quelques mois plus tôt au Nord-Kivu, opposant les communautés indigènes aux Banyarwanda. Des Tembo qui vivaient dans les territoires de Walikalu (Nord-Kivu) et de Kalehe (Sud-Kivu) rejoignirent les milices Batiri/Katuku qui opéraient à Masisi. Lorsque des combattants Batiri tuèrent un notable de l'ethnie Hutu à Ziralo (Kalehe), la violence s'étendit jusque dans les Hauts-Plateaux, provoquant des déplacements

de grande ampleur et le regroupement de la population selon des critères ethniques.²⁶ La situation se compliqua encore avec l'arrivée de réfugiés rwandais en 1993 et 1994. Lorsqu'une certaine collaboration commença à se développer entre ces réfugiés et les populations Hutu de l'est du Zaïre, les pasteurs Tutsi furent contraints de quitter leurs terres et de se réfugier au Rwanda. Le vice-gouverneur provincial et des groupes de la société civile lancèrent des efforts de médiation en 1995 mais, la situation commençant aussi à dégénérer dans d'autres régions, ces efforts eurent un impact limité.

Prémices de la Première Guerre du Congo

Dans le territoire d'Uvira, les tensions résultant du processus de démocratisation furent exacerbées par la présence de réfugiés burundais et rwandais—une dynamique dangereuse conjuguant conflit local, national et régional qui allait faire de la région le théâtre de violences croissantes et servir de toile de fond au démarrage de la Première Guerre du Congo.

Les tensions intercommunautaires irrésolues créèrent un terrain propice à la mobilisation ethnique et conduisirent au lancement d'une campagne d'exclusion des Banyamulenge. Célestin Anzuluni Bembe Isilyonyoni, politicien mobutiste d'origine Bembe et porte-parole adjoint de l'assemblée qui succéda à la CNS, le Haut Conseil de la République—Parlement de Transition (HCR-PT), joua un rôle primordial en établissant un lien entre les tensions locales entre Bembe et Banyamulenge et les discussions menées au niveau national sur le statut de la citoyenneté des Banyamulenge et des Banyarwanda. En avril 1995, le HCR-PT créa une commission chargée d'enquêter sur le statut des personnes déplacées internes (DPI) et des réfugiés dans les provinces des Kivus. Il adopta ensuite une résolution réclamant l'expulsion de tous les Banyamulenge, considérant qu'il s'agissait de réfugiés rwandais arrivés récemment. Cette même résolution stipulait par ailleurs que toute vente ou cession

.....
26 «Analyse du contexte du territoire de Kalehe», p. 18–19.

de biens Banyamulenge devait être annulée et que ces derniers devaient être exclus de tout poste administratif.

À son retour dans la région d'Uvira et de Fizi en septembre 1995, Anzuluni continua d'exciter le sentiment anti-Banyamulenge. Dans ses allocutions publiques, il appela la population à participer à l'expulsion des Banyamulenge. Il bénéficia d'un soutien des leaders locaux, notamment du commissaire de district d'Uvira, Shweka Mutabazi, et du mwami Lenghe, un Vira.²⁷ Encouragé par les déclarations publiques d'Anzuluni, le commissaire de district mit la résolution parlementaire en œuvre et demanda à l'agent d'Uvira responsable de la planification urbaine de dresser une liste de tous les biens immobiliers et terrains appartenant à des citoyens supposés rwandais ou burundais, y compris à «*nos frères du Haut-Plateau*»; de faire cesser tous les travaux de construction entrepris par ces «étrangers»; et d'identifier et de répertorier toutes les maisons terminées mais abandonnées.²⁸

Début 1996, le harcèlement des Banyamulenge était légion dans la région de l'Uvira. Shweka ordonnait régulièrement la mise en détention de leaders Banyamulenge et s'en prenait aux associations de développement Banyamulenge. En juillet 1996, les tensions allaient encore s'aggraver. Lors d'une réunion publique dans une église pentecôtiste de Kasenga, Shweka appela à «une chasse aux serpents».²⁹ Un mois plus tard, le Groupe Milima, une organisation non-gouvernementale importante Banyamulenge, fut interdit et son leader, Muller Ruhimbika, fut accusé d'exercer un lobby politique, de trafiquer des armes et d'avoir

.....

27 Mwami Lenghe était un fervent partisan de Mobutu. D'après certaines sources locales, il soutint également Anzuluni pour réduire l'influence des Fuliiru dans la collectivité Vira.

28 *Mémoire des Banyamulenge adressé au Vice-Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur à Kinshasa*, 5 octobre 1995.

29 Entretien avec l'auteur, Uvira, juillet 1998.

attiré l'attention des observateurs internationaux sur la question de la citoyenneté.³⁰

Le 9 septembre, des représentants de partis politiques, des leaders de la société civile et des milices de jeunes organisèrent une manifestation à Uvira pour demander la révocation immédiate de l'évêque catholique d'origine Banyamulenge, Jérôme Gapangwa, accusé de trafic d'armes. Cette manifestation fut suivie d'émeutes et du pillage de biens Banyamulenge. À Bukavu, la coordination de la société civile organisa une «marche de la colère» contre les Banyamulenge. D'autres manifestations s'ensuivirent à Kalehe et Idjwi. Des associations anti-Tutsi se mirent à distribuer des pamphlets invitant la population à réagir à la menace naissante d'un territoire Tutsi dans la région. Le 18 septembre, des députés du Sud-Kivu nièrent l'existence d'une communauté Banyamulenge au Zaïre et appelèrent la population à poursuivre ses efforts d'autodéfense contre les «agresseurs Tutsi».³¹

Ces tensions finirent par se transformer en une violence ouverte. Des jeunes Banyamulenge qui avaient été recrutés par le Front patriotique rwandais (FPR) au début des années 1990 commencèrent à regagner les Hauts-Plateaux début 1996. Ils furent d'abord chargés de convaincre d'autres Banyamulenge de rejoindre le FPR. Mais alors que la situation continuait d'empirer dans et autour de leurs régions natales, et profitant du soutien du FPR, ils organisèrent une résistance armée contre leurs voisins Bembe, ciblant et tuant plusieurs de leurs leaders.³² Face à ces événements, Anzuluni, le mwami Lenghe et d'autres leaders locaux mobilisèrent des jeunes locaux au sein de groupes armés, dont le Groupe d'action et de soutien d'Anzuluni Bembe Isilonyonyi (GRASABI). En

.....
30 Muller Ruhimbika Manassé, *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres* (Paris: L'Harmattan, 2001).

31 «Mémorandum au sujet de l'agression de cette région par les éléments armés venus du Rwanda et du Burundi», Groupe parlementaire du Sud-Kivu, Kinshasa, 18 septembre 1996.

32 Stearns et al., *Les Mai-Mai Yakutumba*, p. 19–23.

collaboration avec l'armée zaïroise, ils s'en prirent à des villages Banyamulenge et tuèrent aveuglément des civils.

D'après certains leaders Banyamulenge, une délégation fut envoyée dès juillet 1996 depuis Kigali dans les Hauts-Plateaux pour faire savoir à la population qu'une opération militaire se préparait, dont l'objectif était de stopper toute nouvelle attaque de la communauté Banyamulenge par l'armée zaïroise. Quelques semaines après cette visite, une vingtaine de recrues Banyamulenge de l'Armée patriotique rwandaise (APR) s'infiltrèrent dans les Hauts-Plateaux depuis le Rwanda pour préparer une intervention militaire et informer la population de leurs intentions. À la fin du mois suivant, elles furent rejointes par d'autres hommes armés, entre 50 et 100, également d'origine Banyamulenge, mais alors qu'ils se rendaient dans les montagnes, certains éléments de l'armée zaïroise les découvrirent dans la Plaine de la Ruzizi.³³

Une spirale de massacres de représailles s'était enclenchée. Début septembre 1996, l'armée zaïroise s'introduisit dans plusieurs églises, arrêta des prêtres et des missionnaires locaux et pillait des voitures, des équipements et des documents. À ce moment-là, des unités rwandaises avaient commencé à passer au Zaïre et lançaient des incursions dans des camps de réfugiés, où elles s'affrontèrent à l'armée zaïroise. Fin septembre, 300 Banyamulenge furent tués à Baraka par une coalition de milices Bembe et l'armée zaïroise. Le 6 octobre, des combattants Banyamulenge attaquèrent l'hôpital de Lemera, tuant des patients et des infirmiers. Quelques jours plus tard, l'armée zaïroise se mit à piller la ville d'Uvira.

Le 8 octobre, le vice-gouverneur provincial ordonna à «tous les Banyamulenge de quitter le Zaïre dans un délai d'une semaine», annonçant que «ceux qui resteront seront considérés comme des rebelles et traités comme tels».³⁴ Même s'il était déjà évident que le retour des Banyamulenge

.....
33 Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict», p. 509.

34 Amnesty International, «Zaire. Lawlessness and insecurity in North and South Kivu», 1^{er} novembre 1996, p. 12.

laissait présager une intervention militaire plus importante dirigée par le nouveau régime rwandais, c'est ce discours qui poussa directement le Rwanda et ses alliés congolais à lancer une campagne militaire qui se préparait depuis plusieurs mois. Le 11 octobre 1996, le chef d'état-major de l'armée zaïroise déclara: «*Le Zaïre est en situation de guerre dans la province du Sud-Kivu.*»³⁵

.....
35 IRIN, «Update on the Conflict in South Kivu, Zaire», Nairobi, 11 octobre 1996.

5. Conclusions et considérations d'ordre politique

Ce rapport a permis de retracer les origines historiques de la dynamique politique et des différends qui ont directement ou indirectement inspiré les groupes armés au Sud-Kivu pendant et après les Guerres du Congo. Dans cette province, la mobilisation armée est le résultat de facteurs qui se recoupent, notamment un besoin d'autodéfense communautaire, une rivalité et un conflit au niveau des élites, des jeux de pouvoir aux échelons provincial et national, et des dynamiques régionales. Ces phénomènes ont aujourd'hui engendré un paysage politique et militaire diversifié, caractérisé par l'existence de nombreux groupes armés qui revendiquent une autorité locale, une domination économique et/ou un contrôle social. Leur réussite est moins liée à leurs capacités militaires qu'à leur habileté à former des alliances avec les élites locales et nationales ainsi que les réseaux régionaux, et à exploiter les dividendes des différents processus de paix et les efforts d'intégration de l'armée.

Pour bien comprendre la dynamique des conflits locaux, il est primordial de tenir compte du lien particulier qui existe entre le territoire et l'identité, ainsi que de l'organisation territoriale/administrative qui s'appuie sur des chefferies coutumières. La stratégie visant à consolider la domination de l'administration coloniale fut en partie basée sur l'imposition d'une nouvelle structure administrative qui confirma que l'organisation politique locale reposait sur les liens directs entre l'identité et le territoire. Contrairement à la situation en Ituri et au Nord-Kivu, où la politique coloniale renforça la rivalité locale entre communautés ethniques autour du contrôle des terres, c'est la façon dont le territoire était organisé sur les plans administratif et politique qui déclencha le conflit local au Sud-Kivu. Certaines communautés virent leurs revendications territoriales satisfaites à travers la création de nouvelles entités territoriales, tandis que d'autres, comme les Banyamulenge et les Tembo, furent exclues et se sentirent de plus en plus marginalisées. Cela entérina

les différences ethniques locales et se répercuta sur les chances de coexistence des différentes communautés.

Les troubles politiques qui suivirent l'indépendance du Congo montrèrent l'impact dramatique de cette territorialisation de l'identité. La rébellion Simba—le rejet du leadership coutumier par une nouvelle classe de dirigeants politiques—ne parvint jamais à transcender les divisions ethniques et ne fit que renforcer les frontières ethniques. En outre, l'impact de la rébellion sert depuis de point de référence pour la future mobilisation armée. Lorsqu'à la fin des années 1980, la structure du pouvoir mise en œuvre par le Président Mobutu commença à s'effondrer et qu'il annonça le lancement d'un processus de démocratisation, la mobilisation politique locale fut manipulée par Mobutu et caractérisée par un regain de rivalité entre et parmi les communautés ethniques.

À la fin des années 1990, les élites locales axèrent plutôt leurs discours sur la présence des communautés migrantes. Au Sud-Kivu, des tensions croissantes entre les Banyamulenge et leurs voisins, l'effondrement prochain des derniers éléments du régime politique de Mobutu et les répercussions de la dynamique régionale contribuèrent à la Première Guerre du Congo. Il s'agissait là de la première d'une série de mobilisations armées locales et de dissidences des groupes rebelles, qui laissait présager de nouvelles revendications relatives au pouvoir, à la protection et au profit.³⁶

Si le facteur qui avait d'abord déclenché la mobilisation armée dans d'autres régions de l'est de la RDC était la Première Guerre du Congo, c'est surtout la campagne du RCD qui provoqua la militarisation du Sud-Kivu. En 1996, des leaders communautaires contribuèrent à créer plusieurs groupes Maï-Maï pour résister à l'arrivée des forces rwandaises sur le territoire congolais. Nombre de leurs recrues finiraient par rejoindre la nouvelle armée de Laurent Kabila, et celles qui restèrent gardèrent le profil bas.

.....

36 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, *Conflict and Social Transformation in eastern DR Congo* (Gand: Academia Press, 2004).

Cette situation allait toutefois changer avec la Deuxième Guerre du Congo en 1998. La présence de sympathisants rwandais du RCD en RDC fut le principal facteur qui incita de nombreux leaders de milices à relancer leurs structures ou à créer de nouveaux groupes armés. Une étroite collaboration avec des forces étrangères et des éléments de l'ancienne armée nationale de Mobutu leur conféra une certaine capacité militaire. Par la suite, le gouvernement Kabila mobiliserait ces groupes afin d'ouvrir un second front militaire contre le RCD dans l'est du pays. Des tentatives de renforcement de la collaboration entre ces milices furent entreprises, mais elles n'aboutirent guère. Padiri Bulenda, un Tembo qui avait déplacé son quartier général depuis ses terres natales de Bunyakiri vers la région située aux alentours de Shabunda, fut considéré par plusieurs autres groupes comme le commandant global des Maï-Maï et il reçut un soutien considérable de Kinshasa.

La situation allait de nouveau changer après le lancement du processus de transition en 2003, dont l'objectif était d'instaurer des conditions propices à la construction de l'État et à la consolidation de la paix. Toutefois, l'un des paradoxes de ce processus est que, depuis le début, le nombre de groupes armés ne cesse d'augmenter. Dans les provinces du Kivu, cela a provoqué l'apparition de nouvelles revendications relatives au pouvoir politique, militaire et économique, tandis que les causes profondes de la violence telles que l'accès au foncier, la citoyenneté, la coexistence ethnique et la gouvernance des ressources ont à peine été prises en compte. L'adoption de stratégies inadéquates pour traiter les groupes armés a encore aggravé le conflit. En outre, «au lieu de conduire à une transition politique, les efforts de consolidation de la paix ont de plus en plus été constitutifs à l'institution d'un régime politique qui reproduise tous les symptômes d'un État en déliquescence et soutienne une logique de violence structurelle, et d'une gouvernance privatisée de la part de factions gouvernementales et non gouvernementales».³⁷

.....

37 Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, «Kivu's intractable security conundrum», *African Affairs* 108/432 (2009), p. 475-84.

S'il est indéniable que les groupes armés sont des acteurs clés de ce schéma de «gouvernance privatisée», on aurait tort de continuer de les considérer comme des phénomènes autonomes ou strictement localisés. En effet, la plupart des milices sont directement ou indirectement associées aux griefs des communautés. Si la mesure dans laquelle elles sont enracinées dans la société locale diffère d'un cas à un autre, les plus puissantes de ces milices ont pour ainsi dire remplacé les autorités de l'État, devenant ainsi la principale source de pouvoir. En conséquence, elles attirent les hommes d'affaires et décideurs politiques locaux, nationaux et régionaux, qui les associent alors à des jeux de pouvoir de bien plus grande ampleur. Aujourd'hui, la prolifération des groupes d'autodéfense locaux a fait place à des réseaux concurrentiels au sein desquels les milices tiennent un rôle de premier plan. Même les Raïa Mutomboki, créées à la base de la société en réponse au fait que l'armée congolaise n'avait fourni aucune sécurité pendant et après le processus de transition, se sont transformés d'une force d'autodéfense populaire à une structure locale de pouvoir et de protection qui est étroitement liée aux réseaux politiques et militaires plus étendus.³⁸

Il est impératif que les recommandations d'ordre politique tiennent compte de tous ces facteurs. Les nombreuses strates du conflit doivent être reconnues avant de pouvoir concevoir une réponse multidimensionnelle. Les principes clés à garder à l'esprit sont les suivants: premièrement, la prolifération des groupes armés est le résultat d'interactions variables de facteurs et dynamiques locaux, nationaux et régionaux, avec des groupes armés en constante transformation. Ainsi, chaque groupe armé a ses spécificités et chacun d'entre eux a besoin d'une stratégie adaptée. Dans certains cas, les groupes armés peuvent donc être la cause d'insécurité alors que dans d'autres cas, ils sont ses symptômes. Deuxièmement, cette stratégie adaptée aux réalités locales ne peut fonctionner que dans le cadre d'un processus politique global qui tienne compte à la fois des

.....
 38 Voir Jason Stearns et al., *Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

priorités sécuritaires à court terme et des causes profondes de la violence. Il faut pour cela prendre en compte les griefs existants et promouvoir la réconciliation par des réformes administratives permettant de supprimer les liens entre l'identité, le territoire et le pouvoir politique. Enfin, la réussite de toute politique dans les Kivus suppose de venir à bout des résistances; impossible d'y parvenir sans institutions étatiques responsables au niveau local et national capables de mener à bien le processus de réforme qui s'impose. La décentralisation du processus de prise de décision tel que défini dans la constitution, devrait être l'élément essentiel de cette réforme.

Glossaire des acronymes, termes et expressions

Accord global et inclusif	Accord de paix signé à Pretoria en décembre 2002, concluant officiellement le Dialogue intercongolais (signé en Zambie en 1999) et mettant un terme à la Deuxième Guerre du Congo.
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
APL	Armée populaire de libération
APR	Armée patriotique rwandaise
Bami	Chefs; pluriel de mwami (voir ci-dessous)
Banyamulenge	Peuple de Mulenge, dans le territoire d'Uvira, Sud-Kivu (pluriel)
Brassage	Intégration des milices dans l'armée congolaise
CEREA	Centre de regroupement africain
Chefferie	Niveau le plus élevé de l'administration coutumière; se situe entre le groupement et le territoire (voir ci-dessous). Les secteurs et les chefferies portent aussi le nom de collectivités.
CNS	Conférence nationale souveraine
Collectivité	Entité administrative située entre le groupement et le territoire (voir ci-dessous); les collectivités peuvent être un secteur ou une chefferie.
Conseil législatif	Parlement national
Dawa	Médicament (swahili); amulette ou potion garante de protection
Géopolitique	Principe politique introduit par Mobutu en 1993 selon lequel les administrateurs provinciaux haut placés devaient être originaires de la province dans laquelle ils étaient nommés.
FPR	Front patriotique rwandais
GRASABI	Groupe d'action et de soutien d'Anzuluni Bembe Isilonyonyi
Groupement	Entité administrative située entre le village et la collectivité (voir-ci-dessus et ci-dessous)

HCR-PT	Haut Conseil de la République—Parlement de Transition
PDI	Personnes déplacées internes
Maï-Maï	Milices d'autodéfense communautaires; de <i>maji</i> qui signifie «eau» en kiswahili.
MNC-L	Mouvement national congolais-Lumumba
MPR	Mouvement populaire de la révolution
Mutuelle	Associations urbaines / groupes d'autodéfense établis selon des critères ethniques
Mwami	Roi (en langues Kirundi, Kinyarwanda, Nande et Shi, et dans plusieurs autres langues Bantou)
Oku Iwa Bene Mwa Koke	Guerre contre les fils de Mwa Koke (Kibembe)
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RECO	Regroupement congolais
SBB	Solidarité Bashi-Bahavu
Secteur	Entité administrative située entre le groupement et le territoire (voir ci-dessus et ci-dessous); les secteurs et les chefferies portent aussi le nom de collectivités.
Simba	Lion (swahili)
Sultani	Chef de groupement (voir ci-dessus)
Territoire	Entité administrative située entre la collectivité et le district
UDPS	Union pour la démocratie et le progrès social
UNAR	Union nationale rwandaise
UNEBAFI	Union économique des Babembe à Fizi
Unerga	Alliance rurale progressiste—Union des Warega

Bibliographie

- Action pour la Paix et la Concorde/Life and Peace Institute. «Analyse du contexte du territoire de Kalehe». Bukavu, 2009.
- Amnesty International. «Zaire: Lawlessness and insecurity in North and South Kivu». 1er novembre 1996.
- Depelchin, Jacques. «From Pre-Capitalism to Imperialism: a History of Social and Economic Formations in Eastern Zaire (Uvira Zone, c. 1800–1965)». Université de Stanford: thèse de doctorat, 1974.
- Doom, Ruddy. «Changing Identities, Violent Conflict and the World System». Dans Ruddy Doom & Jan Gorus (éd.), *Politics of Identity and Economics of Conflict in the Great Lakes Region*. Bruxelles: VUB Press, 2000: 15–92.
- Gérard-Libois, Jules et Verhaegen, Benoît. *Congo 1966*. Bruxelles: CRISP, 1966.
- Groupe parlementaire du Sud-Kivu. «Mémorandum au sujet de l'agression de cette région par les éléments armés venus du Rwanda et du Burundi». Kinshasa, 18 septembre 1996.
- Hiernaux, Jean. «Note sur les Tutsi d'Itombwe. La position anthropologique d'une population émigrée». *Bulletin et Mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris* 7/11 (1965): 361–79.
- IRIN. «Update on the Conflict in South Kivu, Zaire». Nairobi, 11 octobre 1996.
- Kabemba, A. *Kindu et la rébellion. Essai d'étude des événements politiques (1960–1964)*. Bukavu: ISP, 1976.
- Kagame, Alexis. *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda*. Butare, non publié, 1972.
- Kajiga, Gaspard. «Cette immigration séculaire des Rwandais au Congo». *Bulletin du Centre d'études des problèmes socio-indigènes* 32 (1956): 5–64.
- Loons, P., *Histoire du territoire d'Uvira*. Uvira: Archives de la Sous-Région du Sud-Kivu, 1933.
- Mamdani, Mahmood. «Understanding the Crisis in Kivu: Report of the CODESRIA mission in the Democratic Republic of Congo». Dakar, Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, 1977.
- «Mémorandum des Banyamulenge adressé au Vice-Premier Ministre et au Ministre de l'Intérieur à Kinshasa», 5 octobre 1995.

- Mugangu Matabaro, Severin. *La gestion foncière rurale au Zaïre. Réformes juridiques et pratiques foncières locales. Cas du Bushi*. Paris/Louvain-la-Neuve: L'Harmattan/Academia Bruylant, 1997.
- Muzuri, Gasinzira. *L'évolution des conflits ethniques dans l'Itombwe, des origines à nos jours*. Lubumbashi: Université de Lubumbashi, 1983.
- Njangu Canda, Alphonse. «La secte Binji-Binji ou la renaissance de la résistance des Bashi». Dans *Lyangombe: mythes et rites*. Bukavu, CERUKI, 1976.
- . «L'effort de guerre 1914–1918: Coup de grâce porté à la résistance des Bashi». Dans *Les réactions africaines à la colonisation en Afrique centrale*. Kigali, non publié, 1985.
- Ruhimbika Manassé, Muller. *Les Banyamulenge (Congo-Zaïre) entre deux guerres*. Paris: L'Harmattan, 2001.
- Sosne, Elinor. «Colonial Peasantization and Contemporary Underdevelopment: A View from a Kivu Village». Dans Guy Gran (éd.), *Zaire: The Political Economy of Underdevelopment*. New York: Praeger, 1979: 189–210.
- Stearns, Jason et al. *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- Verhaegen, Benoît. *Rébellions au Congo*. Bruxelles, CRISP, 1966.
- Verweijen, Judith. «Guest Blog: Profile of Mai-Mai Yakutumba», Congo Siasa, 1er août 2011. (<http://congosiassa.blogspot.com/2011/08/guest-blog-profile-of-mai-mai-yakutumba.html>)
- Vlassenroot, Koen. «Citizenship, Identity Formation and Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge». *Review of African Political Economy* 29/93–4 (2002): 499–515.
- et Raeymaekers, Timothy. *Conflict and Social Transformation in eastern DR Congo*. Gand: Academia Press, 2004.
- . «Kivu's intractable security conundrum». *African Affairs* 108/432 (2009): 475–84.
- Weiss, Georges. *Le pays d'Uvira: Étude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganika*. Bruxelles: Académie royale des sciences coloniales, 1959.

ÉCRIRE L'HISTOIRE DES CONFLITS À L'EST DE LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO REVIENT À VISUALISER LA VOLONTÉ
DE SA POPULATION D'EXISTER CONTRE VENTS ET MARRÉES.
C'EST L'UN DES NOMBREUX MÉRITES DU PROJET USALAMA
QUI ILLUSTRE LA RÉALITÉ D'UN PEUPLE EN QUÊTE DE PROTECTION
ET OBLIGÉ À CRÉER SON PROPRE MODE DE SÉCURISATION.

— DÉOGRATIAS BUUMA, SÉCRÉTAIRE EXÉCUTIF,
ACTION POUR LA PAIX ET LA CONCORDE



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

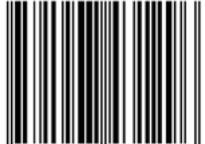


HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
معهد الأندلس للتحقيق
Machadka Dooxada Rift
ዎዎዎ ወዎዎ ወዎዎ ወዎዎ
Instituto do Vale do Rift
東非大裂谷研究所
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-29-6



9 781907 431296 >